



Lome, le 1^{er} septembre 2023

Impasse politique au Niger et questions connexes : Prise en compte des préoccupations urgentes découlant des événements survenus récemment au Niger - Aperçu du rapport d'enquête

Le leadership de l'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI-Afrique www.ituc-africa.org) présente ses compliments au leadership de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et souhaite attirer votre attention sur le sujet susmentionné.

La CSI-Afrique, dont le siège est à Lomé, au Togo, est une organisation syndicale panafricaine qui représente plus de 17 millions de travailleurs dans 53 des 54 pays africains, y compris les travailleurs de la République du Niger.

Monsieur le Président, vous vous souviendrez sans doute que la CSI-Afrique a publié deux déclarations, l'une condamnant le coup d'État au Niger et l'autre s'opposant à l'option d'une intervention militaire visant à rétablir le gouvernement civil du Président Mohamed Bazoum, qui a été destitué. (voir <https://ituc-africa.org/ITUC-Africa-Urges-Diplomacy-Over-Military-Intervention-in-Niger-s-Political.html> et <https://ituc-africa.org/Press-statement-on-ECOWAS-threat-of-military-intervention-in-Niger.html>). La CSI-Afrique continue de suivre la situation et se rend compte à quel point l'impasse politique qui prévaut dans ce pays a suscité l'inquiétude des travailleurs africains et la détresse des citoyens du continent.

La CSI-Afrique a mené une enquête de manière à jauger efficacement l'opinion de nos membres. Le rapport intitulé "Enquête d'opinion sur les événements survenus récemment au Niger et les préoccupations des travailleurs africains", contient des informations essentielles qui méritent d'être prises en compte et nécessitent une action immédiate de la part de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Nous sommes heureux de pouvoir partager avec vous les résultats de cette enquête.

L'enquête, menée en août 2023, permet de comprendre le point de vue des travailleurs africains sur le récent coup d'État militaire au Niger et ses effets sur la stabilité et la démocratie dans la région. Le rapport souligne l'importance des résultats de l'enquête, notamment en ce qui concerne l'éventuelle intervention militaire de la CEDEAO, les préoccupations plus générales relatives à la démocratie et l'impératif d'une gouvernance centrée sur le peuple.

A la lumière des principales conclusions de l'enquête, nous souhaiterions mettre en exergue les recommandations et considérations essentielles suivantes :

1. Le recours à la diplomatie plutôt qu'à l'intervention militaire : Les résultats de l'enquête sont cohérents avec le principe selon lequel l'intervention militaire n'est pas une solution optimale. Le rapport préconise plutôt une approche diplomatique comme voie à suivre. Il est essentiel de promouvoir la paix et la stabilité, afin de garantir la protection de la vie et des moyens de subsistance des travailleurs.
2. L'atténuation des effets d'entraînement : L'enquête révèle le risque de retombées néfastes ou d'effets domino en cas d'intervention militaire de la CEDEAO. Les contre-menaces ouvertes du Mali et du Burkina Faso voisins soulignent la nécessité d'une approche prudente et pondérée pour résoudre ce conflit. Une décision hâtive pourrait exacerber les tensions dans la région et compliquer la situation.
3. La promotion d'une gouvernance centrée sur le peuple et la défense des valeurs démocratiques : L'enquête souligne l'importance d'une gouvernance centrée sur le peuple pour promouvoir la stabilité et la participation démocratique. Il est essentiel de renforcer la confiance des citoyens en défendant l'intégrité constitutionnelle et les principes démocratiques.

A la lumière de ces recommandations et de ces réflexions, nous demandons humblement à la CEDEAO de prendre en compte le rapport d'enquête comme un guide essentiel pour relever les défis actuels posés par les récents événements survenus au Niger. Si nous adoptons une approche collaborative et diplomatique et si nous alignons nos actions sur les aspirations de la sous-région ouest-africaine, nous pourrions collectivement sauvegarder la démocratie, la stabilité régionale et le bien-être des travailleurs africains.

Nous sommes convaincus que sous votre direction éclairée, ces conclusions seront examinées avec tout le sérieux qu'elles méritent, et nous espérons sincèrement que la CEDEAO prendra des mesures fermes et judicieuses pour répondre à ces préoccupations.

Nous vous remercions pour votre temps et votre attention. En attendant une réponse judicieuse de votre part et une poursuite des efforts, de la part de la CEDEAO, visant à favoriser la paix, la stabilité et la prospérité dans notre région, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les plus distingués.



Le Secrétaire Général

Kwasi ADU-AMANKWAH

C.c.:

- **Président Ahmed Bola Tinubu, Président de la République fédérale du Nigéria et Président de la CEDEAO**
- **M. Moussa Faki, Président de la Commission de l' Union africaine**